



## La pauvreté en Europe. Du lien entre les mailles

Raymonde Séchet

### ► To cite this version:

Raymonde Séchet. La pauvreté en Europe. Du lien entre les mailles. Emmanuelle Boulineau et Emmanuelle Bonerandi-Richard. La pauvreté en Europe. Une approche géographique, Presses universitaires de Rennes, pp.221-226, 2014, Géographie sociale, 978-2-7535-2914-4. <halshs-00968868>

**HAL Id: halshs-00968868**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00968868>**

Submitted on 6 Jul 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **La pauvreté en Europe : du lien entre les mailles**

Raymonde Séchet, université Rennes 2, UMR 6590 ESO

Conclusion, épilogue ou postface ? L'exercice d'écriture du mot de la fin a relevé de tout cela à la fois. La lecture de l'avant-propos éclaire sur la sollicitation qui m'a été faite alors que je n'ai participé ni à la conception de l'ouvrage ni à la recherche qui l'a précédée. J'en ai toutefois suivi l'évolution comme je l'ai fait pour les travaux d'Emmanuelle Bonerandi-Richard en l'accompagnant dans ce qui devait être son dossier d'habilitation à diriger des recherches. Conclure, c'est bien évidemment clore un sujet et ouvrir des perspectives, mais c'était aussi, ici, prolonger le travail d'une collègue que nous avons appréciée et avec qui nous avons partagé des débats scientifiques et de bons moments. C'est à partir du double jeu de la proximité scientifique avec la responsable de MAILLE et de la distance générée par l'extériorité à ce programme de recherche que j'ai accepté de porter un regard personnel sur les résultats mis en avant dans cet ouvrage. Alors que les modalités actuelles de l'activité de recherche favorisent la publication des résultats sous formes d'articles et laissent peu de loisir à la lecture complète de livres<sup>1</sup>, c'est seulement après la lecture de tous ses chapitres qu'apparaît la portée de cet ouvrage. Mieux qu'une série d'articles, et parce qu'il a été pensé en amont de la finalisation des résultats, il met en évidence l'intérêt de la mobilisation de techniques de recherche variées et complémentaires (analyse statistique et cartographique, analyse lexicométrique, enquêtes et observations sur des terrains comparatifs). Il permet de dresser une étude géographique de la pauvreté en Europe qui devrait contribuer à renouveler profondément les questionnements des chercheurs et les regards des acteurs.

Les résultats qui y sont présentés confirment l'hypothèse de la faible attention portée aux réalités spatiales dans les dispositifs proposés par l'Union européenne dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne pour réduire les situations de pauvreté. La richesse de l'ouvrage se situe dans la succession d'une acception des mailles en tant qu'espaces d'observation, territoires d'action politique et espaces de vie présentant des réalités variées. Grâce à cela, l'équipe de MAILLE confirme l'intérêt de la démarche statistique et cartographique pour mettre en évidence des disparités sans que l'ouvrage succombe aux risques des atlas sociaux qui localiseraient mais ne questionneraient vraiment ni les dynamiques spatiales ni les processus sociaux, et encore moins la consubstantialité des deux. En interrogeant plusieurs déclinaisons nationales des dispositifs politiques imaginés par l'Europe sous l'angle de la place accordée aux mots de l'espace, l'ouvrage souligne que la territorialisation de l'action menée au nom de la cohésion sociale relève plus de la commodité organisationnelle que de la prise en compte des conditions locales et des réalités vécues par les habitants. La portée d'une démarche qui appréhende à la fois les spatialités et les temporalités sans ignorer le politique et les territorialisations qu'il propose est pleinement révélée par les derniers chapitres qui s'appuient sur des enquêtes de terrain. Ceux-ci décrivent l'évolution des figures locales de la pauvreté sous le double effet des mutations économiques et des transformations des régimes de protection sociale ; en outre, l'attention est portée sur l'importance des processus de

---

<sup>1</sup> Ce qui plaide pour la défense du livre scientifique pourtant attaqué de l'extérieur par les exigences de rentabilité et de l'intérieur par des chercheurs qui considèrent qu'à l'heure de l'internet, où « on ne se repère plus dans le savoir par rayonnages de bibliothèques, mais plutôt par mots clés », l'exercice serait devenu inutile (Milhaud Olivier (2008). « L'épistémologie de la géographie sociale », Compte-rendu de Séchet Raymonde, Veschambre Vincent, 2006, Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale, 400 p., in *M@ppemonde*, n° 87).

disqualification spatiale, aussi bien dans d'anciens espaces industriels que dans des quartiers urbains, ou sur la recomposition des échelles de l'intervention sociale.

Constat classique et banal pour le géographe mais cohérent avec la multi-dimensionnalité de la pauvreté, chaque niveau cartographique, du national à l'intra-urbain, révèle des figures et des structures spatiales de fragilité et de pauvreté différentes. C'est pourquoi, plutôt que de faire un résumé des apports de chacun des niveaux, je propose, dans cette synthèse sur la maille comme cadre d'observation, de m'arrêter sur trois constats qui émergent des différents chapitres.

1. La multiplicité des échelons d'observation permet de donner la mesure de l'écart entre la figure urbaine de la pauvreté portée par les médias ou les politiques nationales et les réalités observées. Présente à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud de l'Europe, la pauvreté marque tous les mondes, urbains comme ruraux, centraux comme périphériques : alors que les régions urbaines des pays d'Europe centrale et orientale et des pays du Sud de l'Europe présentent un avantage comparatif, celles des pays d'Europe occidentale et septentrionale sont plus marquées que les régions rurales par la pauvreté (chap. 2) et, à une échelle plus fine, la combinaison entre processus de périurbanisation, dynamiques locales de l'emploi et marchés du logement ne donne pas partout les mêmes structurations spatiales des sociétés. C'est donc bien qu'il n'y a ni espaces pauvres ni déterminisme spatial mais des combinaisons de facteurs qui favorisent plus ou moins la présence de situations individuelles de pauvreté.

2. Parmi ces facteurs, l'histoire et les choix politiques passés, plus ou moins récents, se lisent dans les cartes des disparités de niveau de vie et des disparités socio-culturelles en Europe (chap. 1) ou dans celle des types régionaux de fragilité socio-économique (chap. 2). De grands événements géopolitiques qui ont dessiné des frontières puis les ont recomposées sont à l'origine de contrastes de développement économique entre pays ou au sein de pays et se lisent dans les cartes de la pauvreté. Sans approfondir la question de la pérennité des contrastes entre le Nord et le Sud de l'Italie, de tels effets de frontières s'observent en Allemagne, où « les deux blocs sont encore distincts » (chap. 2 et chap. 6), et en Pologne, où le contraste entre les régions proches de l'Allemagne et les régions orientales est hérité d'un « ancrage historique profond, qui s'imprime dans le territoire polonais depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle » et correspond à l'ancienne frontière entre territoires sous domination prussienne et autrichienne d'une part, russe de l'autre (chap. 9). Les permanences sont telles qu'elles suggèrent un processus de « construction des cadres sociaux de la mémoire » (Halbwachs, 1925). Mises en mémoire, les frontières sont officiellement effacées mais ne sont pas pour autant obsolètes.

3. A ces effets de continuité et de permanence, on peut opposer d'importants effets de rupture, dont ceux liés aux brutales et profondes mutations industrielles et économiques observées à plusieurs échelles. Au niveau des états et régions, on rappellera la rapidité des mutations économiques dans les anciens pays du bloc de l'Est, dont la Bulgarie (chap. 8) et la Pologne (chap. 9) sous l'effet de la « thérapie de choc ». Ses impacts sont tels que des régions polonaises et roumaines ont connu une évolution négative en matière d'intégration sociale (chap. 2). A un niveau plus fin, ces mutations traumatisantes débouchent sur un cumul entre crise sociale, crise urbaine, crise économique, voire crise politique, et une perte des repères identitaires. Connaissant les travaux de Pierre Maclouf sur les friches sociales du bassin d'emploi de Saint-Quentin dont la prospérité fut fondée sur le textile et la métallurgie et où « l'insécurité sociale a pris la forme d'une dislocation brutale de ces communautés patiemment constituées » (Maclouf, 1982), Emmanuelle Bonerandi-Richard a été particulièrement attentive à ces ruptures, d'une part dans l'Ain, département « riche » non exempt de situations de pauvreté masquées et ignorées, notamment dans le Bugey, à Oyonnax et dans le canton de Saint-Rambert-en-Bugey, « canton rural, industriel, en crise depuis au

moins trente ans », où la crise économique de l'année 2008 a été vécue avec souffrance ; d'autre part en Thiérache, qui vit avec la mémoire de la présence d'établissements industriels aujourd'hui disparus (Hirson, Guise) ou en difficulté (laiteries) (chap. 5). Longtemps après les ruptures, les espaces dégradés et dévalorisés en termes démographiques (pertes de population), économiques (déclins des activités et diminution emplois), sociaux (dépendance des minimas sociaux) et spatiaux (isolement, « manque de tout ») subissent encore des processus de disqualification spatiale.

La diversité des modèles d'État-providence et de protection sociale (Esping-Andersen, 1999) - qui est une forme d'expression des contrastes historiques en Europe - n'a pas disparu malgré la réduction des divergences dans les regards portés sur la pauvreté et le rapprochement des politiques nationales induits par la Stratégie de Lisbonne (mars 2000) et la Méthode ouverte de coordination (MOC). Toutefois, les défis économiques et sociaux actuels (chômage persistant et croissant, vieillissement de la population, croissance des dépenses de santé, évolution des structures familiales, individualisme) viennent bousculer le mythe du « modèle social européen » (Mathieu, Sterdyniak, 2008). Ils remettent en cause le partage des rôles entre institutions européennes, institutions nationales et régionales (particulièrement en Italie et en Espagne), acteurs locaux dans les systèmes nationaux de protection sociale. Dans cette partie de la conclusion consacrée aux politiques de gestion de pauvreté, trois points ont retenu mon attention.

1. Les territoires administratifs sont les supports des politiques de gestion de la pauvreté, et dans ce domaine les évolutions des combinaisons entre les niveaux d'intervention tendent à évoluer de manière convergente. Paradoxe logique, l'attention de tout moment que les élus locaux portent à la gestion des situations de pauvreté est intrinsèquement liée à l'amoindrissement de la prise en considération de ses dimensions spatiales au niveau européen qu'a clairement montré l'analyse lexicométrique et diachronique des documents issus de la MOC (chap. 4). Certes la pauvreté rurale peut être moins visible qu'elle n'est en réalité, mais cela ne suppose-t-il pas qu'elle soit « moins dite » (chap. 5) et occultée par les acteurs localement en charge de sa gestion, et que donc une attention soit portée aux personnes concernées, bien connues des élus communaux, sous forme d'actions au plus près des personnes (écoute, accompagnement social, information sur les droits) ? Les observations d'Emmanuelle Bonerandi-Richard dans l'Ain sont convergentes avec d'autres faites dans la région de Stockholm (chap. 10) ou à Łódź en Pologne (chap. 9).

Même si le cas de l'Allemagne (chap. 6) montre que cela n'est pas une tendance généralisée, le recours au territoire qui prend la forme du passage de l'État-providence à la Commune-providence est un des corollaires classiques du désengagement de l'État. En Suède, l'absence de reconnaissance politique de la dimension spatiale de la pauvreté n'empêche pas, au contraire, la forte territorialisation des modalités d'intervention en faveur de l'inclusion sociale qui s'appuie sur l'importance du rôle conféré aux communes dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Alors, confrontées à l'alourdissement des charges, les communes suédoises peuvent faire le choix de la privatisation de certaines activités et du recours aux associations et organisations non-gouvernementales plus ou moins liées aux églises (chap. 10). De même que le centre d'action sociale de Łódź mobilise des associations aussi bien religieuses que laïques pour remplir toutes ses obligations en faveur des familles, des sans-abri ou des personnes à réinsérer, en Bulgarie, l'ONGisation « tend à pallier les déficiences de l'État » (chap. 8), et, en Italie, le « troisième secteur » remplit un rôle important en complément des interventions publiques (chap. 7). Quant à l'appel aux solidarités familiales et de proximité, il est généralisé.

2. Ce recours à la maille communale est inséparable de l'identification de groupes sociaux vulnérables méritant l'aide sociale et de la récurrence de la distinction entre bons pauvres et

mauvais pauvres dans les politiques de gestion de la pauvreté. Des actions sectorielles ciblent des groupes spécifiques, soit à protéger (les enfants, les femmes seules avec enfants, les personnes âgées), soit stigmatisés, à l'image des minorités ethniques, comme les Roms en Bulgarie (chap. 8). La gestion individualisée de la pauvreté, traditionnellement fondée sur des approches psychologisantes, continue à l'emporter sur des approches plus globales et réellement territorialisées qui replaceraient les personnes dans leur environnement pour interroger leurs capacités à en mobiliser les ressources et à y faire lien et société. Or, du moins en Suède (chap. 10), les groupes sociaux vulnérables ne sont reliés à aucun territoire spécifique. Pourtant, en France, en 2000, la Délégation interministérielle à la Ville recommandait une intégration plus poussée du travail social dans la Politique de la Ville en recommandant d'expérimenter « sur des sites choisis parmi les territoires de la politique de la ville, en liaison avec le Conseil supérieur du travail social, l'ADF<sup>2</sup>, la CNAF<sup>3</sup> et les différents partenaires, une démarche visant à élaborer un projet social de territoire, en sollicitant l'ensemble des travailleurs sociaux (...) dans une logique de décroisement. Ces sites seront expérimentaux dans la mesure où les modalités concrètes de cette implication seront à définir localement par les acteurs eux-mêmes ... » (Rapport Brévan, Picard, 2000, p. 149). On peut donc penser que, au moins dans notre pays, la rencontre du travail social avec les territoires ne s'est pas faite.

3. Dans cette gestion individualisée de la pauvreté, l'espace est présent sous l'angle de pratiques spatiales individuelles posées comme problématiques et non en tant que ressource mobilisable collectivement. A l'hypermobilité et l'absence de référent territorial des Roms passe-murailles s'oppose l'enracinement subi des pauvres des campagnes de Thiérache. Bien que l'ouvrage accorde peu de place aux individus, ceux-ci sont fortement présents en creux. Ils le sont dans tous les chapitres de la troisième partie, mais surtout dans le texte d'Emmanuelle Bonerandi-Richard sur la disqualification sociale et spatiale de la Thiérache. En décodant les modalités d'appropriation d'usage et d'appropriation de l'espace des bénéficiaires du Revenu minimum d'insertion (RMI), elle invite à reconsidérer la valeur de la mobilité<sup>4</sup> : subie faute de ressources financières suffisantes pour acheter une voiture ou en remplir le réservoir et faute de transports en commun, la faible mobilité envisagée par ces RMISTes peut aussi être un choix pour des personnes qui préfèrent la pérennisation des liens sociaux, ceux-là même qui permettent l'entraide et les solidarités de voisinage, plutôt que de partir ailleurs pour trouver un emploi forcément peu rémunérateur et à la durée incertaine (chap. 5). Plus que d'une culture de pauvreté qui renverrait les personnes à leurs responsabilités et surtout dédouanerait la société de toute intervention (par respect de cette culture ou argument de l'inefficacité), il faut penser à des stratégies d'adaptation et de résistance à la pauvreté, et donc aux capacités d'actions et à l'agentivité des individus.

Seconde année du programme MAILLE, 2010 a été, en Europe, l'année de la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, en 2013, alors que les préoccupations pour les équilibres budgétaires favorisent l'extension de la récession, la pauvreté est plus présente que jamais. Dans le même temps, les recompositions de la gouvernance des questions sociales tendent à converger pour davantage reporter vers les niveaux locaux la prise en charge des personnes en difficulté alors que les écarts de moyens entre villes ou régions se creusent, que les volontés d'aider les personnes n'ont pas partout la même intensité, et que, dans plusieurs pays d'Europe, en

---

<sup>2</sup> Association des départements de France

<sup>3</sup> Caisse nationale d'allocations familiales

<sup>4</sup> Sur cette question de la valeur, voir notamment Régis Keerle, « Contribution aux réflexions sur la spatialisation de la valeur : retour sur un colloque », *Noroi*, 217 | 2010, 91-108. **Référence électronique**: Régis Keerle, « Contribution aux réflexions sur la spatialisation de la valeur : retour sur un colloque », *Noroi* [En ligne], 217 | 2010/4, mis en ligne le 31 décembre 2012, consulté le 26 juin 2013. URL : <http://noroi.revues.org/3490> ; DOI : [10.4000/noroi.3490](https://doi.org/10.4000/noroi.3490)

contradiction ouverte avec l'idée de cohésion sociale et territoriale, s'exprime dans les urnes le refus de soutenir les régions en crise. Autant de raisons pour conclure en disant que, ce livre sur les mailles, il fallait le faire !